



Envisager l'avenir des départements ne peut se faire sans rappeler que leur principale légitimité réside plus que jamais dans la préservation de la cohésion sociale et du vivre ensemble. C'est ce choix que *Le Jas* a fait en organisant avec Edened, la collaboration active de l'Assemblée des départements de France (ADF) et de l'Odas, un colloque national sur l'avenir des départements dont nous restituons l'un des moments forts.

PAR JEAN-LOUIS SANCHEZ

LA PREUVE PAR TROIS

Frédéric Bierry, président du Conseil départemental du Bas-Rhin et président de la commission solidarité et affaires sociales de l'ADF, Mathieu Klein, président du Conseil départemental de Meurthe-et-Moselle, ainsi que Geneviève Mannarino, vice-présidente du Conseil départemental du Nord, ont accepté de nous livrer leurs convictions. Leurs témoignages montrent bien combien il serait dévastateur de vouloir faire table rase de la légitimité des départements. Loin d'être des symboles du passé,

ils pourraient devenir demain les fers de lance d'une action publique repensée.

CROIRE EN L'INTELLIGENCE COLLECTIVE

Pour Frédéric Bierry, "il est inacceptable que la loi ait prévu des transferts de compétences mais pas les moyens financiers adaptés pour les assumer, que l'effort de solidarité nationale soit porté par les départements. Si on veut vraiment une décentralisation aboutie, on doit donner aux départements les moyens financiers d'assumer leurs missions et

on doit leur faire confiance. L'État peut fixer des objectifs, mais qu'il nous laisse de la souplesse dans leur mise en œuvre. Avec cette souplesse, les départements pourront être forces de propositions en reliant l'action politique de proximité et l'expertise des professionnels ou d'institutions comme l'Odas”.

Sans oublier bien sûr la prise en compte des initiatives des habitants. C'est par le *bottom up* qu'on pourra avoir des politiques concrètes et efficaces. Il est temps que tous les élus en conviennent, tant sur le plan national que local : on s'enrichit de la vision des autres et l'on dispose de ressources extraordinaires dans les territoires. Je reviens de chacune de mes visites dans les unités territoriales d'action médico-sociale avec des idées de bon sens. Faisons confiance à l'expertise de terrain de nos professionnels. Il faut que les directeurs de nos administrations écoutent les agents de terrain, quitte à délaissier les règles hiérarchiques du fonctionnement administratif. Dans le même esprit, appuyons-nous davantage sur les comités d'usagers et sachons mieux appréhender les attentes réelles des habitants. Ce qui me permet d'évoquer une autre nécessité, celle de pacifier les relations entre nos concitoyens. Je pense qu'il faut que l'on tienne davantage compte de l'existence de diverses communautés. J'ai vécu récemment un moment très fort après les attentats de novembre, en faisant un discours à la mosquée en présence de toutes les sensibilités religieuses qui se sont exprimées. Et à la fin de la cérémonie, un jeune musulman a entamé la Marseillaise, que tout le monde a reprise dans ce lieu de culte. Ce fut un moment rare dans une vie d'élu. C'est pour cette raison que je crois qu'avec cet attachement profond à la République, notre diversité peut nous permettre de réussir des choses importantes.”

ENRICHIR LA SOLIDARITÉ DE DROITS D'UNE SOLIDARITÉ D'ENGAGEMENT

Pour Mathieu Klein, “l'État doit assumer, car nous sommes un pays républicain, la solidarité de droits. Des règles qui doivent être les mêmes dans tous les départements. Alors que le rôle d'une collectivité territoriale consiste à mettre en mouvement la société au service d'un certain nombre de valeurs, dont la fraternité. Nous disposons des ressources pour faire en sorte que cette fraternité-là s'exprime dans les



Frédéric Bierry,
Président
du Conseil
départemental
du Bas-Rhin

politiques que nous conduisons pour les publics fragilisés mais aussi pour tous les habitants.

C'est la logique du développement social, inspirée du développement local, qui vise à mobiliser toutes les ressources d'un territoire pour mieux répondre à ses besoins. Ainsi, dans le territoire du pays de Colombey, qui se trouve être le territoire de mon prédécesseur Michel Dinet qui a présidé également l'Odas, depuis plusieurs années, le département s'appuie sur l'engagement de retraités ou de demandeurs d'emploi. En effet, le conseil départemental prend en charge leurs frais de déplacement lorsqu'ils accompagnent avec leur véhicule des personnes âgées, des personnes handicapées, des bénéficiaires du RSA, qui vers un rendez-vous médical, qui vers un rendez-vous avec un assistant de service social, qui vers une structure. C'est une manière de mobiliser les ressources locales en complément des autres modes de transport existants, avec comme objectif de créer du lien social sans mobiliser des moyens financiers dont nous ne disposons plus pour ces besoins pourtant bien réels”.

“Autre exemple avec les mineurs isolés étrangers (MIE). Nous avons créé un dispositif qui met progressivement en place des familles d'accueil, qui ne sont pas des assistants familiaux, mais des familles d'accueil citoyennes. Nous avons fait un appel à l'engagement et nous nous appuyons dorénavant

sur des familles qui ne sont pas salariées, mais que l'on indemnise pour accueillir des mineurs isolés étrangers tout ou partie de la semaine, le week-end, pour des activités, à plein temps ou à mi-temps. Très souple, ce dispositif repose sur une idée simple : ils seront toujours mieux dans une famille que dans une chambre d'hôtel, avec un accompagnement éducatif et social spontané."

ÉVALUER POUR ÉVOLUER

Pour Geneviève Mannarino : "Quand on lance une nouvelle politique ou une innovation sociale, il est encore trop rare que l'on soit en capacité d'en mesurer les impacts. Et c'est pour cela que l'on n'avance pas. Car si l'on n'évalue pas les impacts, comment peut-on évoluer ? Mais plus important encore, l'absence d'évaluation ne permet pas d'explicitier le sens de nos politiques. Or, le déficit de confiance envers la classe politique provient en grande partie de notre incapacité à savoir expliquer les décisions que nous prenons. Je ne viens pas du sérail politique, mais j'ai une expérience d'éducatrice, d'enseignante puis de directrice d'école. Or, durant les 25 ans de ma vie professionnelle, j'ai rarement trouvé des explications aux décisions politiques. Si on n'explique pas à quoi va servir une décision politique, comment on va s'y prendre et quel sera son impact, je pense qu'on a tout faux.

Ce souci d'évaluation doit porter aussi sur les bonnes pratiques dont on doit davantage s'inspirer. D'ailleurs, je propose à l'ADF de mettre en place un forum des bonnes pratiques des départements. On pourrait ainsi dépoussiérer leur image et peut-être les présenter comme étant à l'origine d'une dynamique nécessaire de développement social. C'est l'objectif pour mettre les personnes en position de reprise du pouvoir, pour mieux articuler social, économique et culture pour penser le développement de manière globale et intégrée, pour donner du sens aux territoires."

Remerciements

À Edenred, pour son précieux soutien qui a permis l'organisation de ce colloque de portée nationale ainsi qu'à l'Odas pour son travail de réflexion lors de la préparation de cet événement.



Geneviève Mannarino,
Vice-présidente
du Conseil
départemental
du Nord

S'ENGAGER DANS UNE BIENVEILLANCE RESPONSABLE

Pour Frédéric Bierry, "quand on échange avec d'autres présidents de conseils départementaux, quelle que soit leur sensibilité politique, on constate la même volonté de mieux accompagner les personnes en difficultés, de s'emparer de l'idée de bienveillance responsable. Il s'agit de rechercher dans chaque personne le citoyen avec ses droits et ses responsabilités. Dans mon département, on a ainsi fait le choix de créer un comité des usagers du RSA. Ce qui nous a permis de lancer, avec leur accord, un contrat d'engagement civique pour les bénéficiaires du RSA sur la base du volontariat. Il s'agit ainsi de leur redonner de l'utilité sociale pour qu'ils soient davantage reconnus dans leur légitimité de citoyen.

Cette volonté d'aborder autrement la politique doit nous amener à organiser plus de transversalité dans nos réponses. J'ai souhaité, en tant que président, que les commissions ne soient plus segmentées. Nous avions auparavant un pôle "épanouissement de la personne", un pôle social, un pôle développement du territoire, un pôle aménagement du territoire

et ils ne se parlaient pas, voire plus, voire pire ! Aujourd'hui les commissions sont transversales, de sorte que, par exemple, quand on est sur l'enfance, on est aussi bien sur les collèges, que la protection de l'enfance, que la culture, que le sport et le loisir, ce qui évite la stigmatisation.

CONSTRUIRE UN VRAI TANDEM ÉLUS-PROFESSIONNELS

Pour Geneviève Mannarino : “Nos politiques auront du sens quand nous serons en capacité, nous élus de terrain, de faire remonter vraiment les besoins des publics. C'est particulièrement nécessaire dans un département comme le nôtre avec ses deux millions six cent mille habitants et ses cent quarante-cinq mille allocataires du RSA. Mais il faut aussi répondre aux nouvelles demandes. Ce matin, j'accompagnais notre président aux vœux de la maison départementale des personnes handicapées (MDPH), et une personne en fauteuil roulant m'a dit : “Madame, il est vraiment nécessaire de recréer des liens”. C'est l'illustration que nos politiques ne doivent pas seulement appréhender les besoins matériels des gens mais aussi leurs besoins de reconnaissance sociale.

Face à ces enjeux, la technicité des professionnels est indispensable. Mais l'impulsion vers de nouveaux projets doit venir du politique, qui lui est soumis à la sanction électorale. Il faut donc parvenir à mieux entretenir, dans le respect mutuel du rôle de chacun, une relation de confiance entre élus et professionnels car on entend encore trop souvent dire “vous les élus, vous ne pouvez pas comprendre, vous n'avez pas été formés pour”.

RECONNAÎTRE LE DÉPARTEMENT COMME PÔLE DE STABILITÉ

Pour Mathieu Klein, “le paysage de la décentralisation est aujourd'hui bouleversé. Les départements, qui étaient, il y a peu de temps encore, menacés de disparition, bénéficient aujourd'hui de nombreux atouts en comparaison avec les autres échelons de collectivités territoriales. En effet, les régions sont en pleine recomposition : sur le plan géographique pour certaines et sur le plan des compétences pour toutes. Cela prendra du temps pour qu'elles se stabilisent. À l'échelon d'en dessous, le bloc communal est, lui aussi, en profonde mutation avec une nouvelle donne intercommunale encore en cours de chan-

gement. Et donc finalement, c'est l'échelon départemental qui peut aujourd'hui être considéré comme le pôle de stabilité. Si l'on y ajoute son âge avancé en République, mais aussi la stabilité conférée par la durée du mandat de 6 ans, sa féminisation massive et le rajeunissement de ses conseillers, le département est la collectivité à la croisée des chemins.

Mais le coup de canif de 2004 qu'est le transfert du RMI vers les conseils généraux de l'époque est aujourd'hui un problème majeur. En Meurthe-et-Moselle, le reste à charge du RSA était, en 2015, pris en charge par l'État pendant six mois, et le reste de l'année par les finances départementales. Ce qui représentait 61 millions d'euros, soit l'équivalent, à quelques milliers d'euros, de l'ensemble des dépenses pour la protection de l'enfance. Et nous sommes à peu près tous aujourd'hui au bord de l'extinction de nos politiques non obligatoires. Si cette question n'est pas réglée, nous risquons d'être contraints de renier l'esprit même de la décentralisation pour assumer pour le compte d'autrui des dépenses sur lesquelles nous ne pouvons rien”. ■



Mathieu Klein,
Président du
Conseil départe-
mental de
Meurthe-et-
Moselle